



**MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION  
ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE**



**DIRECTION DE L'INVESTISSEMENT PUBLIC  
(DIP)**

**RAPPORT TRIMESTRIEL  
EXECUTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2012/2013  
Avril – Juin 2013**

**Juillet 2013**

## Table des matières

INTRODUCTION .....	3
I.- Rappel des enveloppes budgétaires 2012/2013.....	3
II.- Résumé de la situation au Deuxième Trimestre .....	3
III.- Exécution financière du PIP pour le 3 <sup>eme</sup> trimestre.....	4
A- LES POUVOIRS .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
B- LES SECTEURS ET INSTITUTIONS .....	<b>Error! Bookmark not defined.</b>
CONCLUSION.....	9
ANNEXES.....	10

## INTRODUCTION

Cette publication : « Analyse de l'exécution du PIP » est consacrée trimestriellement à la révision du degré de réalisation des actions publiques liées au Programme d'Investissement annuel de l'Etat. Cet outil d'évaluation permet de suivre l'évolution du taux d'exécution des crédits d'investissement alloués aux secteurs. L'analyse est centrée sur les crédits d'investissements provenant des ressources internes, l'extension à l'enveloppe globale du PIP étant compromise par la non-disponibilité des informations relatives à l'exécution des projets financés par les Partenaires Techniques et Financiers (PTF).

Par ailleurs, les structures administratives publiques ne permettant pas de disposer, pour la période sous étude, des données instruisant sur l'absorption réelle des secteurs, l'analyse ne tient compte que des décaissements effectués au bénéfice des secteurs.

### I.- Rappel des enveloppes budgétaires 2012/2013

Le budget de l'exercice 2012/2013 s'élève à **Cent Trente et Un Milliards Cinq Cent Quarante Trois Millions Quatre Cent Quatre Vingt Dix Mille Huit Cent Quatorze Gourdes (131 543 490 814 Gdes)** dont **Quatre Vingt Sept Milliards Cinq Cent Un Millions Deux Cent Cinquante Cinq Mille Trois Cent Trois Gourdes (87 501 255 303 Gdes)** pour financer les programmes et projets dans le cadre du Programme d'Investissement Public. Le Trésor Public (TP) finance **20.58%** du PIP soit des ressources s'élevant à **Dix Huit Milliards Onze Millions Cent Cinq Mille Quatre Cent Seize Gourdes (18 011 105 416 Gdes)** dont 99% sont des crédits alloués au pouvoir exécutif. Au niveau des ressources externes, celles provenant des sources bilatérales couvrent 61.20% soit **Trente Sept Milliards Quatre Cent Quatre Vingt Seize Mille Deux Cent Trente Neuf Mille Huit Cent Trente Six Gourdes (37 496 239 836 Gdes)** et celles provenant des sources multilatérales 38.80% soit **Vingt Trois Milliards Sept Cent Soixante Quinze Millions Cinquante Huit Mille Quatre Cent Treize Gourdes (23 775 058 413 Gdes)**

### II.- Résumé de la situation au Deuxième Trimestre

Après six mois d'exécution du budget de l'exercice 2012/2013, Le taux de financement du Programme d'Investissement Public de 30% dépasse à peine d'environ six points de pourcentage le quart des crédits budgétés avec un décaissement total de **Cinq Milliards Quatre Cent Douze Millions Huit Cent Quatorze Mille Quatre Cent Cinquante Trois Gourdes et Quatre Vingt Neuf centimes (5 412 814 453. 89 Gdes)**. En effet, suite à un ralentissement du financement observé (**10.25%**)<sup>1</sup> du Programme d'Investissement Public, seulement (**31**) des (**436**) projets financés à partir du Trésor Public ont eu des avances d'une valeur de **Deux Milliards Quarante**

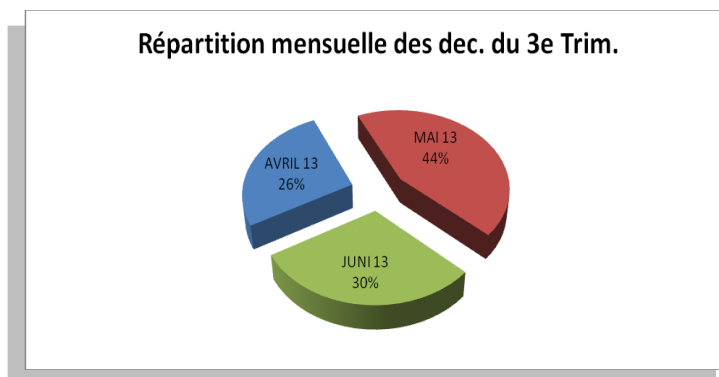
---

<sup>1</sup> Lors du calcul de ce taux au premier trimestre, un montant de deux cent millions de gourdes (200 000 000.00 Gdes) ne figurait pas sur le tableau "Suivi mensuel \_PIP" de la Direction Générale du Trésor/ MEF.

**Cinq Millions Quatre Cent Soixante Seize Mille Quatre Cent Soixante Quatorze Gourdes (2 045 476 474. 00 Gdes)** pour la période ; le financement du PIP du deuxième trimestre a connu une grande amélioration traduite par un débours de **Trois Milliards Trois Cent Soixante Sept Millions Trois Cent Trente Sept Mille Neuf Cent Soixante Dix Neuf Gourdes (3 367 337 979 Gdes)** représentant une augmentation de 64.62% par rapport au trimestre précédent et induisant pour ce trimestre un taux d'exécution de 19%.

### III.- Exécution financière du PIP pour le Troisième Trimestre

Le financement du Programme d'Investissement Public au cours du troisième trimestre a connu des modifications significatives par rapport à celui du trimestre précédent. Pour la Période allant d'Avril à Juin 2013, le financement du PIP est l'objet d'une diminution de 6,98% comparé à celui enregistré pour le deuxième trimestre. Le taux de décaissement des fonds du Trésor Public à la fin de ce troisième trimestre a atteint la hauteur de 47.44% du montant prévu au début de l'exercice, soit un total de décaissement d'une valeur de **Huit Milliards Cinq Cent Quarante Cinq Millions Cent Vingt Cinq Mille Cent Cinquante Trois Gourdes (8 545 125 153.00 Gdes)**. Ainsi, le montant total des décaissements pour le Trimestre 3 de l'exercice 2012-2013 s'élève à **Trois Milliards Cent Trente Deux Millions Trois Cent Dix Mille Sept Cents Gourdes (3 132 310 700.16 Gdes)** dont **Huit Cent Trente Deux Millions Trois Cent Quatre Vingt-Cinq Mille Sept Cent Soixante Huit Gourdes (832 385 768.78 Gdes)** en Avril, **Un Milliard Trois Cent Soixante Cinq Millions Quatre Cent Seize Mille Quatre Cent Cinquante Neuf Gourdes (1,365,416,459.88 Gdes)** en Mai et **Neuf Cent Trente Quatre Millions Cinq Cent Huit Mille Quatre Cent Soixante Onze Gourdes (934,508,471.50 Gdes)** en Juin.



#### A- LES POUVOIRS

La répartition des décaissements selon les différents pouvoirs suit la même tendance observée aux deux premiers Trimestres de l'exercice. En effet, Le Pouvoir Exécutif bénéficie de

l'essentiel des décaissements avec à son actif **Trois Milliards Cent Treize Millions Deux Cents Quatre Vingt Trois Mille Cinq Cent Vingt et Un gourdes (3 113 283 521.17 Gdes)**, ce qui représente plus que 99% du total des décaissements. Soulignons qu'à date le pouvoir Législatif n'a rien décaissé. Cependant, il convient de relater que le Judiciaire, nouvellement habilité, ne disposait pas de crédit dans le PIP. Par ailleurs, on enregistre un montant de **Dix Neuf Millions Vingt Sept Mille Cent Soixante Dix Huit Gourdes (19 027 178.99 Gdes)** décaissé au profit des Institutions Indépendantes.

DECAISSEMENT PAR POUVOIR POUR LES 3 PREMIERS TRIMESTRES					
	PREVISIONS	DECAISSEMENTS			
	TRESOR PUBLIC	TRIMESTRE 1	TRIMESTRE 2	TRIMESTRE 3	TOTAL 3 TRIMESTRE
TOTAL TP	18,011,105,416	2,045,476,474	3,367,337,979	3,132,310,700	8,345,125,153
POUVOIR EXECUTIF	17,776,105,416	1,997,413,354	3,367,337,979	3,113,283,521	8,278,034,854
POUVOIR LEGISLATIF	65,000,000.00	-	-	-	-
INSTITUTIONS INDEPENDANTES	170,000,000	48,063,119	-	19,027,178	67,090,297

## B- LES SECTEURS ET INSTITUTIONS

### a) Secteur Economique

Au cours du troisième trimestre d'exécution du PIP 2012-2013, le Secteur Economique reste le principal bénéficiaire des décaissements qui ont été effectués. En effet, la part des décaissements qui touche le secteur économique a légèrement diminuée par rapport au deuxième trimestre<sup>2</sup>, représentant 77,46 % des décaissements du Trésor Public sur le trimestre, soit **Deux Milliards Quatre Cent Vingt Six Millions Cent Quarante Trois Mille Sept Cent Soixante-Onze Gourdes (2 426 143 771.68 Gdes)**.

Le Ministère de Planification et de la Coopération Externe (MPCE) est l'institution ayant bénéficié de la plus grande part des décaissements au niveau du Secteur Economique, suivant le même dynamisme des décaissements des deux premiers trimestres. En effet, le total des décaissements du MPCE pour le troisième trimestre s'élève à **Un Milliard Sept Cent Soixante-dix Million Quinze Mille Deux Cents Cinquante Trois Gourdes (1 770 015 253.49 Gdes)**, un montant équivalent à 72.96% des décaissements du Secteur Economique.

<sup>2</sup> La part des décaissements du Secteur Economique dans l'exécution du deuxième trimestre est de 83.84%.

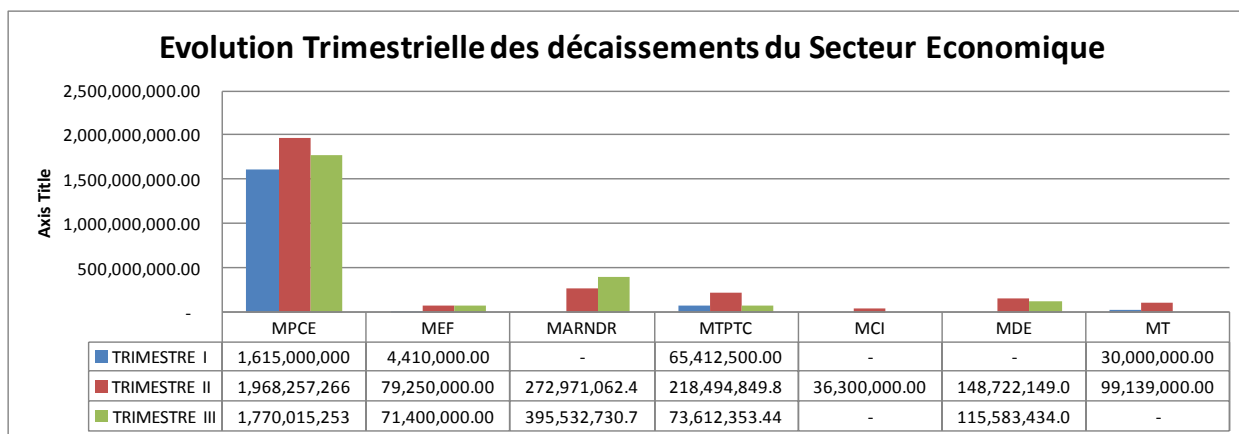
Le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MAERNDR) suit le MPCE avec 16.30% des décaissements du Secteur Economique, correspondant à un montant se chiffrant à **Trois Cent Quatre-vingt Quinze Millions Cinq Cent Trente Deux Mille Sept Cent Trente Gourdes (395 532 730.75 Gdes)**. Les décaissements du MARNDR ont augmenté de 44.90% par rapport au trimestre antérieur. Ce bond est principalement dû au décaissement effectué pour le *Sous-programme de subventions de fertilisants et amélioration de la productivité des cultures et des sols* qui s'est élevé à **Deux Cent Douze Millions de Gourdes (212 000 000.00 Gdes)**.

Le Ministère de l'Environnement (MDE), avec un décaissement de l'ordre de **Cent Quinze Millions Cinq Cent Quatre-vingt Trois Mille quatre Cent Trente Quatre Gourdes (115 583 434.00 Gdes)**, occupe la Troisième place du Secteur Economique. La part des décaissements du MDE dans les décaissements du Secteur Economique pour le trimestre représente 4.76%, cependant les décaissements dudit Ministère accusent une diminution de 22.28% par rapport au trimestre dernier.

Les décaissements du Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC) ont pour leur part connu une baisse de 66.31% par rapport au trimestre antérieur. Les décaissements du MTPTC entre Avril et Juin se chiffrent à **Soixante-treize Milliards Six Cent Douze Millions Trois Cent Cinquante Trois Gourdes (73 612 353.44 Gdes)**, soit 3.03% des décaissements du Secteur Economique.

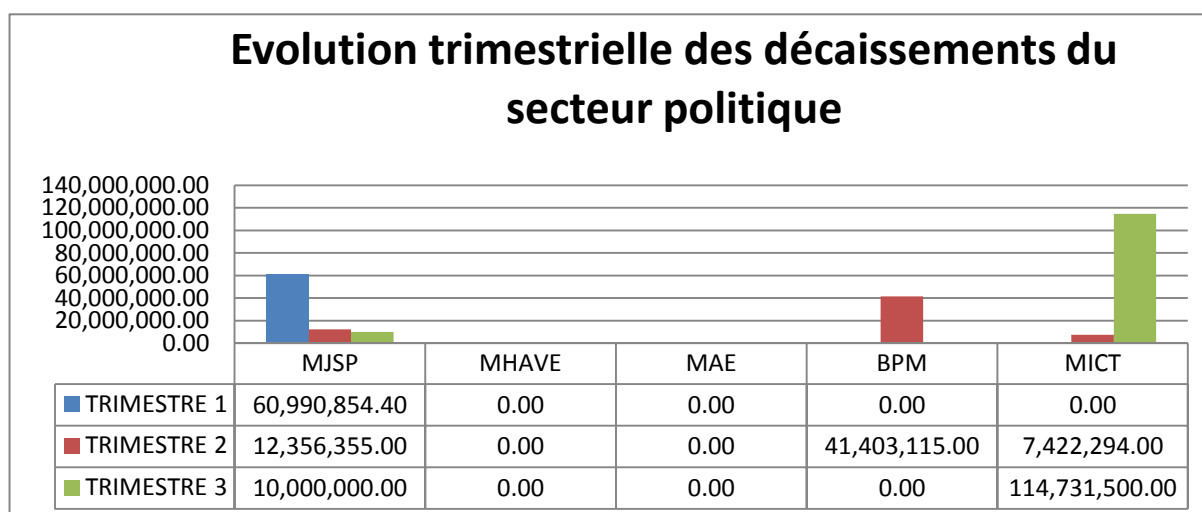
Le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) a bénéficié des décaissements de l'ordre de **Soixante et Onze Millions Quatre Cent Mille Gourdes (71 400 000.00 Gdes)**, représentant 2,94% des décaissements pour le Secteur. Le Ministère du Commerce et de l'Industrie (MCI) et Le Ministère du Tourisme (MT) n'ont pas eu de décaissement au cours du troisième trimestre. Il faut toutefois se rappeler que le MT était le seul Ministère à avoir décaissé plus de la moitié de son budget dès le second trimestre.

La performance du Secteur Economique au cours du troisième trimestre lui a permis d'atteindre un taux d'exécution de 47,38%. Cette performance est principalement due aux décaissements du MPCE, et dans une moindre mesure du MARNDR et du MTPTC.



### b) Secteur Politique

La stagnation observée au niveau des décaissements des ressources allouées au Secteur Politique s'est intensifiée. En effet, la Primature a rejoint les **Ministères des Affaires Etrangères et des Haïtiens vivant à l'Étranger** pour lesquels, à date, aucune demande de fonds n'est retracée. Cependant, les décaissements effectués pour le troisième trimestre, de l'ordre de **Cent Vingt Quatre Millions Sept Cent Trente et un mille Cinq Cents gourdes (124 731 500. 00 Gdes)**, représentent plus que le double de ceux exécutés pour la période précédente et dont, les Ministères de la Justice et de la Sécurité Publique et de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales se sont partagés respectivement à hauteur de 8% et 92%. Par ailleurs, il importe de se questionner sur la possibilité réelle des Ministères de ce secteur n'ayant pas encore décaissé d'atteindre leurs objectifs à moins d'un trimestre de la fin de l'exercice.

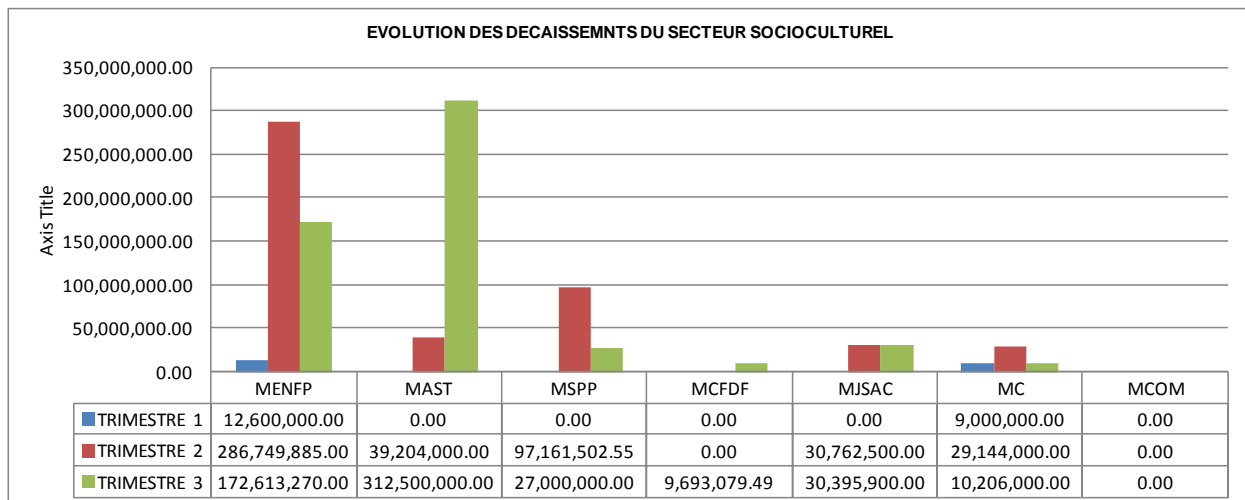


### c) Secteur Socioculturel

Sur le troisième trimestre, le montant de décaissements par le trésor public (TP) pour le secteur socioculturel s'élève à **Cinq Cent Soixante Deux Millions Quatre Cent Huit Mille Deux Cent Quarante Neuf Gourdes (562 408 249.49 Gdes)** versus **Cinq Cent Quatre Millions Six Cent Vingt et Un Mille Huit Cent Quatre Vingt Sept Gourdes (504 621 887.55 Gdes)** sur les deux trimestres précédents. Cette hausse est due en raison d'un montant de décaissement plus élevé de la part du Ministère des Affaires Sociales et du Travail (MAST), soit 56% du montant total des décaissements sur le 3ème trimestre (voir le graphe sur l'évolution des décaissements en dessous).

Il faut dire que, malgré la légère amélioration du montant total de décaissements effectués par le Trésor au bénéfice du secteur au cours du 3ème trimestre de l'exercice 2012-2013, le budget prévisionnel est susceptible d'être exécuté à moins de cinquante pourcent de sa valeur prévisionnelle. En effet, sur ce dit exercice, pour un montant de **Trois Milliards Six Cent Soixante Dix Sept Millions Quatre Cent Mille Gourdes (3,677,400,000 Gdes)** prévu dans le Programme de l'Investissement Public (PIP), seulement vingt neuf pourcent (29%) de ce montant a été décaissé par le Trésor Public (TP) jusqu'à juin 2013. Ce qui permet de dire que le taux de financement global du secteur socioculturel ne sera qu'autour de 40% à la fin de cet exercice.

En termes de performance sectorielle, les Ministères les plus performants sont le Ministère l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) avec 44% et le Ministère des Affaires Sociales et du Travail avec 33% (voir le graphique ci-dessous).





## Conclusion

Dans l'ensemble pour le troisième trimestre, le financement du PIP s'est resserré par rapport au second trimestre induisant ainsi une baisse de 6,98% du financement de la période sous étude comparé à celui de la précédente. L'enveloppe totale décaissée sur cette période (*d'avril à juin*) se chiffre à **Trois Milliards Cent Trente Deux Millions Trois Cent Dix Mille Sept Cents Gourdes (3 132 310 700.16 Gdes)** contribuant à financer la première tranche de Quarante Huit (48) projets en plus de Sept (7) autres ayant déjà bénéficié des tranches antérieurement et, portant au trente juin à 41.06% le pourcentage de projets financés et le taux de décaissement des fonds du Trésor Public à 47.44% du montant prévu au début de l'exercice.

Vu la valeur des requêtes déjà honorées concourant au pourcentage d'exécution de 46,44%, il resterait à décaisser pour conclure l'exercice **Neuf Milliards Six Cent Soixante Cinq Millions Neuf Cent Quatre Vingt Mille Deux Cent Soixante Trois Gourdes (9 665 980 263. 00 Gdes)** soit plus de 53% des prévisions annuelles. Notons toutefois que les requêtes totales transmises au MEF au 5 juillet s'élèvent à **Onze Milliards Cinq Cent Quatre Vingt Quinze Millions Cent Soixante Mille Huit Cent Quatre Vingt Quatre Gourdes (11 595 160 884 Gdes)**. Ainsi, à moins d'un trimestre de la fin de l'année fiscale, convient-il de soulever certaines interrogations liées à la capacité d'absorption et de respect des procédures des secteurs, à la possibilité du Trésor Public (TP) de mobiliser les ressources financières nécessaires pour répondre au besoin de financement restant des projets. Pour le début de ce dernier trimestre, l'on ne dispose pas d'informations relatives aux requêtes exécutées, bien que celles transmises au (MEF) à la date de la rédaction de ce rapport s'élèvent à environ **Soixante Quinze Millions de Gourdes (75 000 000. 00 Gdes)** selon les données disponibles à la Direction du Suivi et de l'Evaluation (DES) du MPCE.

Le gap existant entre les ressources collectées et les prévisions établies indique qu'il ne fait aucun doute que les projections de recettes pour l'exercice ne seront pas atteintes. Donc, les perspectives pour que le Trésor Public soit en mesure de répondre davantage aux requêtes, ne s'annoncent pas meilleures en considérant notamment la performance des organismes de perception et la contrainte de remboursement des bons du Trésor arrivant à échéance au cours de ce trimestre. Ainsi, on peut conjecturer que les investissements vont en souffrir et conséquemment la croissance espérée. Objectivement au mieux, l'on s'achemine vers un taux d'exécution global oscillant entre cinquante deux pourcent (52%) et cinquante cinq pourcent (55%) si l'on se fie à l'historique des décaissements de ces dernières années.

## Annexe I. Décaissement Total après le Troisième Trimestre

	TOTAL 1er SEMESTRE	DECAISSEMENT 2e TRIMESTRE			TOTAL 3e TRIMESTRE	TOTAL 3 TRIMESTRES
		AVRIL	MAI	JUIN		
<b>TOTAL</b>	<b>5,212,814,452.89</b>	<b>832,385,768.78</b>	<b>1,365,416,459.88</b>	<b>934,508,471.50</b>	<b>3,132,310,700.16</b>	<b>8,345,125,153.05</b>
<b>POUVOIR EXECUTIF</b>	<b>5,164,751,333.66</b>	<b>832,385,768.78</b>	<b>1,346,389,280.89</b>	<b>934,508,471.50</b>	<b>3,113,283,521.17</b>	<b>8,278,034,854.83</b>
<b>SECTEUR ECONOMIQUE</b>	<b>4,537,956,827.71</b>	<b>658,051,558.78</b>	<b>1,051,789,741.40</b>	<b>716,302,471.50</b>	<b>2,426,143,771.68</b>	<b>6,964,100,599.39</b>
MPCE	3,583,257,266.49	405,015,253.49	940,000,000.00	425,000,000.00	1,770,015,253.49	5,353,272,519.98
MEF	83,660,000.00	7,150,000.00	64,250,000.00	-	71,400,000.00	155,060,000.00
MARNDR	272,971,062.42	156,755,449.85	25,422,409.40	213,354,871.50	395,532,730.75	668,503,793.17
MTPTC	283,907,349.80	51,495,021.44	22,117,332.00	-	73,612,353.44	357,519,703.24
MCI	36,300,000.00	-	-	-	-	36,300,000.00
MDE	148,722,149.00	37,635,834.00	-	77,947,600.00	115,583,434.00	264,305,583.00
MT	129,139,000.00	-	-	-	-	129,139,000.00
<b>SECTEUR POLITIQUE</b>	<b>122,172,618.40</b>	<b>49,731,500.00</b>	<b>75,000,000.00</b>	<b>-</b>	<b>124,731,500.00</b>	<b>246,904,118.40</b>
MJSP	73,347,209.40	-	10,000,000.00	-	10,000,000.00	83,347,209.40
MHAVE	-	-	-	-	-	-
MAE	-	-	-	-	-	-
BUREAU DU PM	41,403,115.00	-	-	-	-	41,403,115.00
MICT	7,422,294.00	49,731,500.00	65,000,000.00	-	114,731,500.00	122,153,794.00
<b>SECTEUR SOCIO-CULTUREL</b>	<b>504,621,887.55</b>	<b>124,602,710.00</b>	<b>219,599,539.49</b>	<b>218,206,000.00</b>	<b>562,408,249.49</b>	<b>1,067,030,137.04</b>
MENFP	299,349,885.00	12,102,710.00	152,510,560.00	8,000,000.00	172,613,270.00	471,963,155.00
MAST	39,204,000.00	112,500,000.00	-	200,000,000.00	312,500,000.00	351,704,000.00
MSPP	97,161,502.55	-	27,000,000.00	-	27,000,000.00	124,161,502.55
MCDFD	-	-	9,693,079.49	-	9,693,079.49	9,693,079.49
MJSAC	30,762,500.00	-	30,395,900.00	-	30,395,900.00	61,158,400.00
MCUL	38,144,000.00	-	-	10,206,000.00	10,206,000.00	48,350,000.00
MCOM	-	-	-	-	-	-
<b>AUTRES CATEGORIES INST.</b>	<b>48,063,119.23</b>	<b>-</b>	<b>19,027,178.99</b>	<b>-</b>	<b>19,027,178.99</b>	<b>67,090,298.22</b>
<b>POUVOIR LEGISLATIF</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
SENAT DE LA REPUBLIQUE	-	-	-	-	-	-
CHAMBRE DES DEPUTES	-	-	-	-	-	-
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>INSTITUTIONS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>INDEPENDANTES</b>	<b>48,063,119.23</b>	<b>-</b>	<b>19,027,178.99</b>	<b>-</b>	<b>19,027,178.99</b>	<b>67,090,298.22</b>
CSCCA	48,063,119.23	-	19,027,178.99	-	19,027,178.99	67,090,298.22
CEP	-	-	-	-	-	-
UEH	-	-	-	-	-	-

## Annexe II: Nombre total de projets financés après le troisième trimestre

	TRESOR PUBLIC	NOMBRE DE PROJETS FINANCES PAR INSTITUTION POUR LES TROIS PREMIERS TRIMESTRES					TOTAL	% DE PROJETS FINANCES
		1	TRIMESTRE 1	Trimestre 2	TRIMESTRE 2/NOUVEAUX	TRIMESTRE 3		
<b>TOTAL</b>	436	31	111	100	55	48	179	41.06%
<b>POUVOIR EXECUTIF</b>	432	30	111	100	54	47	177	40.97%
<b>SECTEUR ECONOMIQUE</b>	269	26	76	66	20	17	109	40.52%
MPCE	80	14	5	3	4	3	20	25.00%
MEF	15	1	2	1			2	13.33%
MARNDR	48		25	25	9	7	32	66.67%
MTPTC	80	3	20	20	7	7	30	37.50%
MCI	18		5	5	0	0	5	27.78%
MDE	11		3	3			3	27.27%
MT	17	8	16	9	0	0	17	100.00%
<b>SECTEUR POLITIQUE</b>	36	1	4	4	6	5	10	27.78%
MJSP	13	1	2	2	2	1	4	30.77%
MHAVE	2				0	0	0	0.00%
MAE	2				0	0	0	0.00%
BUREAU DU PM	4		1	1	0	0	1	25.00%
MICT	15		1	1	4	4	5	33.33%
<b>SECTEUR SOCIO-CULTUREL</b>	127	3	31	30	28	25	58	45.67%
MENFP	25	2	7	7	6	5	14	56.00%
MAST	11		5	5	4	3	8	72.73%
MSPP	40		15	15	9	9	24	60.00%
MCFDF	6		0		3	3	3	50.00%
MJSAC	24		1	1	4	4	5	20.83%
MCUL	19	1	3	2	2	1	4	21.05%
MCOM	2		0		0	0	0	0.00%
<b>AUTRES CATEGORIES INST.</b>	4	1			1	0	1	25.00%
<b>POUVOIR LEGISLATIF</b>	2				0	0	0	0.00%
SENAT DE LA REPUBLIQUE	1	0	0				0	0.00%
CHAMBRE DES DEPUTES	1	0	0				0	0.00%
<b>POUVOIR JUDICIAIRE</b>							0	
<b>INSTITUTIONS INDEPENDANTES</b>	2	1			1	0	1	50.00%
CSCCA	1	1	0		1	0	1	100.00%
CEP							0	
UEH	1	0	0				0	0.00%

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) / Direction du Trésor, Suivi des Opérations Financières, juin 2013.
- Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), Direction de *l'Investissement Public (DIP)*, *Rapport Trimestriel d'Exécution du Programme d'Investissement Public*, Avril 2013.
- Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE), Direction du Suivi et de l'Evaluation (DES), Suivi des requêtes et des décaissements par institution (1<sup>er</sup> Octobre 2012-5 Juin 2013).